

BONNES FEUILLES *

Bilan d'un demi-siècle de socialisme réformiste

par Georges LEFRANC,

Docteur ès lettres ;
Professeur à l'Institut d'Etudes des Relations Internationales
Contemporaines (Paris).

★

Hors l'affirmation du choix délibéré d'une méthode qui ne soit pas révolutionnaire, qui refuse la violence et, plus encore, l'illégalité, que recelait, à l'origine, le Socialisme réformiste ? Une volonté de progression pas à pas, d'un gradualisme, qui animé d'un continuel esprit de prudence voulait mesurer à chaque instant les limites du possible et, par conséquent, s'obligeait à une étude perpétuelle et minutieuse du réel, des choses et des hommes dans leurs impossibilités et dans leurs possibilités. Mais aussi, du moins chez les plus sincères, une ténacité que l'obstacle d'aujourd'hui ne condamnait pas à l'enlèvement dans les marécages parlementaires ou dans les boues du ministérialisme et qui, mis un temps dans l'impossibilité d'agir efficacement, savait attendre de nouveaux départs. Ce n'était, à coup sûr, pas suffisant pour qu'on ait le droit de parler d'une *doctrine*. Tout au plus d'un *esprit* correspondant sans doute à certains tempéraments bien plus qu'à certains autres.

* Extrait d'un ouvrage à paraître aux Presses Universitaires de France sous le titre « Le Socialisme réformiste ».

Éléments de bibliographie : Benoit MALON, *Le Socialisme réformiste*, 1885 ; Alexandre MILLERAND, *Le Socialisme réformiste français*, 1903 ; Carl LANDAUER, *The origin of Socialisme reformist in France*, *International review of Social history*, 1967 ; Henri SIMONNET, *La Gauche et la Société industrielle*, 1970.

Sur l'Allemagne : Georges LEFRANC, *Vingt ans d'histoire allemande (1914-1934)*, 1935 ; Alfred GROSSER, *L'Allemagne de notre temps*, 1970.

Sur la France : Georges LEFRANC, *Histoire du Front Populaire*, 1966.

Sur la Grande-Bretagne : CROSLAND, *The future of Socialism*, 1956.

Sur Israël : Georges FRIEDMANN, *La fin du peuple juif*, 1965.

Sur la Suède : Jean PARENT, *Le modèle suédois*, 1970.

I

Un demi-siècle s'est écoulé, jalonné par des expériences bien différentes.

Les unes se sont déroulées au lendemain d'une grande guerre : Allemagne de 1918-1920, Grande Bretagne de 1945-1951. Une autre en apparence du moins, ignore la guerre : c'est la Suède, une autre se poursuit dans un climat de guerre, ouverte ou larvée, celle d'Israël.

Même variété de situation dans la conjoncture économique. Tantôt les socialistes réformistes assument le pouvoir dans un capitalisme prospère qui semble leur conseiller de ne pas porter atteinte aux principes fondamentaux du régime capitaliste, de ne pas perturber les lois du marché : *sont-ils alors certains d'avoir raison d'être socialistes et de vouloir édifier un régime fondamentalement différent ?* Tantôt, les socialistes réformistes héritent d'une situation de catastrophe, chômage, mévente, sous consommation, déficit budgétaire. *Sont-ils alors certains d'avoir raison d'être réformistes et de croire qu'on peut faire l'économie d'une révolution ?*

Ici les socialistes réformistes n'ont pas à subir de l'extérieur la concurrence dangereuse d'un parti communiste acharné à leur enlever leur clientèle ouvrière, empressé à leur disputer les assises qu'ils ont pu s'assurer dans les classes moyennes. Ce fut la chance du Travailisme britannique, celle des Israéliens, celle des Suédois (1), celle de Willy Brandt. Mais ailleurs, au contraire, les socialistes réformistes se trouvent en butte aux attaques permanentes d'hommes et d'organisations prompts à dénoncer, en toute hésitation, une lâcheté ; en tout ajournement une trahison ; en toute prudence, une abdication. *A partir du moment où ils doivent lutter sur deux fronts, les Socialistes réformistes risquent de ne plus avoir de majorité ou de se laisser entraîner à des glissements au terme desquels ils se retrouveront prisonniers de la droite.* Si dissemblables qu'aient été la conduite de la Social-Démocratie allemande dans la République de Weimar ou celle de la S.F.I.O. dans le Front Populaire, les deux partis se sont, à un moment ou à un autre, heurtés à la même difficulté : l'expérience démontre que toujours en pareil cas, les critiques venues de l'extérieur risquent d'altérer la cohésion interne, voire d'aboutir à une scission organique. Il y a peut-être pire encore : la crainte permanente des critiques finit par paralyser les dirigeants, comme fascinés par l'adversaire.

(1) Encore que les élections de septembre 1970 ait révélé une montée imprévue des suffrages communistes.

De ces expériences certaines se sont-elles soldées par des échecs totaux? Beaucoup, songeant à la République de Weimar, sont tentés de répondre par l'affirmative. Rien de commun, en effet, entre les immenses espoirs que soulevait la Social-démocratie allemande au début du XXème siècle, parmi la majorité des socialistes européens, et la médiocrité des résultats acquis. On peut certes plaider les circonstances atténuantes : si Weimar aboutit à Hindenburg, puis à Hitler, la Social démocratie n'en est pas la seule à porter les responsabilités. Les Alliés d'un côté, Lénine de l'autre ont les leurs, qui sont lourdes. On peut aussi répondre qu'en agissant comme elle l'a fait, du point de vue national, la Social démocratie a sauvé l'unité allemande qui devait se briser un quart de siècle plus tard. Qu'eût on dit contre elle si, ayant mené une autre politique, on avait pu l'accuser d'avoir abouti à un morcellement de l'Allemagne? Hitler, sur cette plate forme, aurait pu aussi galvaniser les masses désorientées... Mais là n'est pas la question : pour des socialistes, le seul mérite de la Social-démocratie a été celui d'élaborer des formules positives. Elle n'a pas eu le temps ou la force de les appliquer ; mais qui, des années, elles ont constitué, à la disposition des autres partis socialistes d'Europe, un magasin d'idées où ils sont venus s'approvisionner. L'Allemagne vaincue conquerrait ses vainqueurs, à court d'idées positives.

En sens inverse, le Socialisme réformiste des Suédois constitue-t-il un succès total? Il peut invoquer de brillants états de services. Mais la plupart de ceux qui y voient une réussite intégrale ont en commun de n'être pas socialistes. Ce qui les séduit, ce n'est pas le socialisme, c'est le réformisme, un réformisme qui ne paraît pas porter atteinte aux structures fondamentales de la société capitaliste, qui se contente d'agir à la manière d'un contrepoids. Acceptation qui, bien entendu, ne peut satisfaire la gauche socialiste. Mais n'y a-t-il pas plus grave encore? Ce qui empêche de parler d'une totale réussite du socialisme suédois, n'est-ce pas le fait que, en dépit de ses efforts pour développer la culture populaire, malgré la libération entreprise dans différents domaines, *cette construction socialiste paraît déboucher sur un incurable ennui*? N'est-ce pas que, de ce *Welfare State* semble avoir disparu, en grande partie, la joie de vivre? N'est-ce pas que l'aspiration, même légitime, à la sécurité, se révèle comme ne satisfaisant pas à tous les besoins de l'homme?

Entre ces deux extrêmes, l'un le plus décrié, l'autre le plus célébré, s'inscrivent toutes les expériences qui mélangent en colonnes inégales, les constats d'échecs et les certitudes de succès. Nous n'avons pas, ici, à dresser un palmarès que chacun, d'ailleurs, aura tendance à concevoir différent, selon sa propre échelle de valeurs. Bornons-nous à souligner que, simultanément, doivent être pris en considération trois critères :

- En quoi a-t-on amélioré durablement la condition des travailleurs (nous ne disons pas des seuls ouvriers) ?
- En quoi a-t-on modifié les *structures* et les principes même de régime, créé ce que Victor Alter appelait avec humour « l'irréparable » et que, pour ne pas effaroucher les timides, il vaudrait mieux appeler l'irréversible ?
- En quoi les réformes socialistes réalisées dans le cadre national permettent-elles de préparer l'avènement d'une *communauté supranationale* ? Les socialistes réformistes ont, depuis longtemps, compris que ce n'est pas du jour au lendemain que « l'Internationale sera le genre humain ». Ils savaient aussi quels dangers recèle un socialisme qui se cantonne dans le cadre national. Entre l'utopisme de l'Internationale et la routine nationale leur est-il possible de trouver une troisième voie ?

II

Si diverses que soient les conditions où se sont inscrites ces expériences, si différents qu'aient été leurs résultats, elles apparaissent aujourd'hui unies par l'identité de problèmes qui finalement se sont posés.

Le premier est celui des *rapports de la classe ouvrière et de la nation*. Appelés au pouvoir, les Socialistes réformistes sont dans l'obligation de gérer les intérêts nationaux sans se couper de la classe ouvrière. S'ils négligent les intérêts nationaux ils sont accusés de trahir le pays, c'est ce qu'ont redouté tour à tour Ebert, Macdonald, Léon Blum, Guy Mollet, Harold Wilson. Mais s'ils ne satisfont pas les revendications ouvrières, ils sont accusés de trahir la classe qu'ils ont mission de représenter. Marceau Pivert contre Léon Blum, Bevan et Wilson contre Attlee et un peu plus de dix ans plus tard, Cousins contre Wilson.

Voici un siècle on pu croire que l'augmentation numérique du prolétariat suffirait à assurer la majorité légale au Parti qui le représentait. Le prolétariat en devenant la majorité obtiendrait le droit de parler et d'agir au nom de la Nation. Ce temps là n'est plus. Avec l'augmentation de la proportion des « travailleurs en col blanc », avec le développement des « nouvelles classes moyennes », plus soucieuses de marquer leurs distances vis-à-vis du prolétariat « en col bleu » que prêts à s'y intégrer, les données ont totalement changé.

Un socialisme ouvrieriste n'a plus aucune chance d'avoir la majorité. Un socialisme réformiste ne peut conquérir la majorité que s'il dépasse l'ouvrierisme.

Ainsi le socialisme réformiste ne peut arriver au pouvoir et s'y maintenir que dans la mesure où il s'identifie avec l'ensemble du « peuple travailleur ». A cet égard, le programme de Godesberg marque dans l'histoire du socialisme une date aussi importante que celle du Manifeste. Pour les uns, il en est l'abominable reniement. Pour les autres, il en est le nécessaire dépassement.

Second problème, celui de l'Etat, à la fois dans ses rapports avec les classes possédantes et dans ses rapports avec le syndicalisme ouvrier. Pour les socialistes révolutionnaires, l'Etat est, dans le présent, l'instrument de la classe dominante, de la bourgeoisie qu'il faut abattre. Dans l'avenir, il peut être, par la dictature du prolétariat, l'instrument de la transformation sociale. Pour les socialistes réformistes, ces analyses sont périmées. Depuis Bernstein et Jaurès, on sait *idéologiquement* ; depuis les expériences socialistes de Suède, de France et de Grande Bretagne, on sait *pratiquement* que l'Etat n'est pas nécessairement au service de la bourgeoisie, qu'il peut être, entre des mains habiles et énergiques, un instrument de libération des classes populaires.

Mais tous ceux qui ont passé par l'épreuve du pouvoir ont découvert que l'utilisation de l'Etat par la démocratie pose la difficile question des rapports entre un gouvernement issu du peuple et un syndicalisme qui entend représenter les forces productives de ce peuple. On essaie toujours au départ d'aplanir les différends et de prévenir les désaccords. Mais, si, au bout de quelques mois, un climat de désillusion s'installe, si une âpre concurrence s'instaure entre les centrales syndicales rivales ou si une centrale syndicale loyale selon les uns, intégrée selon les autres, est débordée par une vague de grèves sauvages, il faut bien que se pose la question du « dernier mot ». A qui doit-il demeurer ? *Le Socialisme réformiste a-t-il un avenir s'il consent à se laisser enfermer dans le « ghetto syndical » ?* En a-t-il un s'il prend le risque de s'en couper ?

Troisième problème : celui des rapports avec les *autres nations*. Au cours de ce dernier demi siècle, les socialistes réformistes se sont prononcés successivement pour la Société des Nations et pour l'Organisation Internationale du Travail, dont un des leurs, Albert Thomas, a été l'animateur de 1920 à 1932, pour l'Organisation des Nations Unies et pour ses filiales ; pour la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et pour la Commission Economique Européenne ? Les socialistes réformistes ? Non. La plupart. Car Attlee et ses lieutenants ont laissé passer la chance qu'offrait à la Grande Bretagne son intégration à l'Europe.

Peut-être les Socialistes réformistes n'ont-ils pas suffisamment pris garde au fait que la controverse qui opposa jadis, à l'intérieur du Communisme, Trotzkyistes, partisans de la Révolution Universelle, et Staliniens acceptant de la limiter temporairement à un seul pays, était suscep-

tible de séparer dans leurs propres rangs, partisans d'un socialisme ouvert sur le monde et partisans d'un socialisme enfermé dans d'étroites frontières.

*
* *

A quelles conditions le Socialisme réformiste peut-il modeler le futur ? A la condition, certes de résoudre ces trois problèmes. Mais a-t-il une chance de les résoudre s'il n'arrive pas, mieux que dans le passé, à définir le rôle des intellectuels dans l'action socialiste ? Les intellectuels sont compagnons inconfortables, plus disposés à discuter qu'à agir, rebelles à l'organisation collective et cependant, prompts à s'embourgeoiser quand l'âge vient.

Les socialistes réformistes en ont cependant un besoin impérieux :

- pour étudier avec précision la réalité mouvante ;
- pour tracer les perspectives lointaines sans lesquelles l'action quotidienne se condamne à être prisonnière d'événements mineurs ;
- pour dégager les valeurs par lesquelles se définit toute civilisation et sans lesquelles le progrès économique et social est décevant.

L'avenir du socialisme réformiste paraît reposer sur l'amalgame nécessaire d'hommes venant du monde du travail et le connaissant dans ses aspects les plus concrets, et d'hommes venus des plus hautes sphères de l'intelligence.

Aujourd'hui, vingt ans après la reconstitution de l'Internationale socialiste à Francfort, n'est-il pas tard pour dresser l'inventaire du chemin parcouru et établir la carte des itinéraires possibles et des obstacles à franchir ?

Mais est-il jamais trop tard ?

Dans le monde d'aujourd'hui, le socialisme réformiste est « le mal aimé ». Débordé par les communistes, dénoncé par les gauchistes, méprisé par de nombreux chrétiens, dédaigné par les partis de droite, il requiert lucidité et compétence de la part de ses leaders, compréhension et sagesse de la part des masses. C'est beaucoup demander ! Si, tant de fois il a piétiné, s'il est enlisé, n'est-ce pas qu'il reposait sur une certaine idée de l'homme qui ne correspondait pas à la réalité ? En un sens, il paraît, dans notre vingtième siècle finissant, secoué de mouvements irrationnels, le prolongement d'une époque qui croyait au progrès par l'avènement de la raison. Dans une certaine mesure ce socialisme réformiste n'a-t-il pas été un socialisme utopique ? Ce n'est pas seulement les réalités ambiantes qu'il lui faut étudier. C'est l'homme tel qu'il est.

